



Les rebelles et la ville

Dimensions urbaines de la mobilisation armée dans l'est du Congo

BY JUDITH VERWEIJEN, CHRISTOPH VOGEL ET JOSAPHAT MUSAMBA

Points saillants

- Bien que la majorité de leurs opérations se déroulent en zone rurale, les groupes armés de l'est du Congo ont des liens de longue date avec les centres urbains.
- Ces liens se sont intensifiés du fait du progrès technologique, notamment les communications mobiles, et la mobilité améliorée, en particulier grâce aux taxis-moto.
- Ces liens s'appuient sur des avantages réciproques : les partisans urbains améliorent leur influence politique et leurs activités commerciales, tandis que les groupes ruraux bénéficient de voies de communication et de réseaux d'approvisionnement.
- Bien que ces liens entre le rural et l'urbain soient essentiels pour la survie des groupes armés, les initiatives visant à lutter contre la mobilisation des groupes armés les ignorent largement. Ainsi l'efficacité de ces initiatives s'en trouve restreinte.
- Davantage de mesures devraient être prises pour documenter les liens complexes entre le rural et l'urbain au sein des réseaux militarisés, y compris les flux monétaires, en instaurant un « Groupe d'experts mixte » sur la mobilisation armée composé de membres aussi bien congolais qu'internationaux.

Introduction

Les groupes armés dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC) sont généralement perçus comme étant un phénomène rural, majoritairement à l'œuvre dans des contextes forestiers et montagneux reculés. Cette description contient

une part de vérité. En effet, bien que des attaques ciblent occasionnellement des zones urbaines et que quelques opérations aient lieu en périphérie des villes, la majorité des activités des groupes armés se déroule en zone rurale.¹ Cela ne signifie pas pour autant que les groupes armés de l'est du Congo sont un phénomène exclusivement rural. En réalité, un grand nombre d'entre eux entretiennent des liens étroits de longue date avec les milieux urbains.

Avant et pendant les Guerres du Congo (1996–2003), une partie de la mobilisation armée dans la région a résulté des différents griefs énoncés par les populations rurales, notamment leur marginalisation socioéconomique et des litiges autour de la question foncière et de l'autorité locale. Les conflits revêtaient généralement une forte dimension identitaire et étaient également intimement liés à la contestation politique manifeste au niveau provincial, national et régional.² Aujourd'hui, ces griefs ruraux continuent d'influer sur la mobilisation armée, tandis que les convictions, griefs et intérêts des partisans urbains des groupes armés jouent un rôle croissant.

Le présent texte fait valoir que les groupes armés devraient être envisagés comme faisant partie de vastes réseaux militarisés englobant les zones rurales et urbaines et susceptibles d'avoir d'importantes ramifications à l'étranger. C'est par ces réseaux que circulent les idées, l'argent, les personnes, les armes et les pratiques armées, et ils sont essentiels pour la mobilisation, le soutien et l'approvisionnement des combattants. Ils comblent le fossé existant entre le milieu rural et le milieu urbain, renforcé par l'amélioration des moyens de transport et de communication, notamment par l'avancée de l'internet mobile et la multiplication des taxis-moto pour le transport de passagers et marchandises.

Pour comprendre et lutter contre la mobilisation armée, il convient avant tout de se pencher sur ces réseaux de manière globale – dans les villes de plus ou moins grande taille, dans les zones rurales et au sein de la



Peinture murale Mai Mai à Baraka, Sud-Kivu © Christoph Vogel

diaspora. Il faut pour cela exiger des acteurs politiques basés en zone urbaine et qui entretiennent des liens avec des groupes armés qu'ils rendent des comptes, et tenter de venir à bout de leur rôle dans le recrutement, la propagande et la génération de revenus des groupes armés.

Historique

A travers l'histoire, les populations rurales ont joué un rôle clé dans l'instauration et la perpétuation de la rébellion dans l'est du Congo.³ A l'époque coloniale, les zones rurales ont été le théâtre de nombreux mouvements de contestation et de révolte. Par exemple, en 1944, une révolte a ébranlé les territoires ruraux de Masisi et de Lubutu, initiée par un mouvement religieux, les Kitawalistes, qui tentaient de mettre fin aux pratiques coloniales axées sur l'oppression et l'extraction.⁴

Après l'indépendance, soit à partir de 1960, des manifestations paysannes dans la partie sud de la province du Kivu Central de l'époque ont provoqué une mobilisation plus étendue qui a fini par devenir la « rébellion Simba ».⁵ Cependant, l'équipe dirigeante de cette rébellion, largement soutenue par des élites révolutionnaires du continent africain entier, se

composait principalement de politiciens basés dans la capitale, dans les capitales provinciales et dans des villes de pays voisins. Tandis que la rébellion s'étendait au-delà du sud du Kivu, les populations urbaines, et notamment les jeunes, ont commencé à jouer un rôle important.⁶ Si la plupart des membres subalternes de ce mouvement étaient des jeunes urbains issus des catégories défavorisées, ses dirigeants politiques et militaires se composaient de citoyens au niveau d'instruction plus élevé. Présage d'une future mobilisation armée, la rébellion Simba réunissait des recrues, des partisans, des idées et des intérêts à la fois ruraux et urbains, tandis que ses réseaux de soutien dépassaient largement les frontières congolaises.⁷

Pendant la seconde moitié du mandat de Mobutu Sese Seko (1965–1997), le déclin économique et la mauvaise gouvernance ont renforcé la paupérisation des zones rurales. Du fait de l'effondrement des infrastructures, les arrière-pays ruraux se sont déconnectés des villes, y compris des marchés urbains. Les populations rurales ont également pâti du caractère prédateur des fonctionnaires et des chefs coutumiers, qui leur imposaient des taxes arbitraires et un travail forcé.⁸ Les conflits fonciers se sont envenimés et mêlés à des litiges plus anciens relatifs à l'autorité locale (coutumière) et à l'identité.⁹ Les jeunes hommes qui n'étaient pas en

mesure d'obtenir un terrain ou un emploi, et donc de fonder une famille, se sont retrouvés piégés dans un espace sociétal liminal situé entre l'adolescence et l'âge adulte. Lorsque sont apparues des milices rurales au début des années 1990, ces jeunes des campagnes en difficulté, mais désireux de défendre leurs communautés et de réaliser une transformation politique et économique, sont venus grossir leurs rangs.¹⁰

Une autre vague de mobilisation a déferlé sur les zones rurales lorsque l'insurrection de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo/Zaire (AFDL), soutenue par le Rwanda et d'autres pays africains, a occupé de vastes zones de l'est de la RDC en 1996. Se méfiant des bailleurs étrangers de la rébellion, les populations se sont battues, en vain, pour l'empêcher d'avancer vers la capitale, Kinshasa – que les rebelles ont réussi à prendre au bout de sept mois seulement. D'autres ont rejoint l'insurrection après avoir suivi une formation militaire accélérée.

Une mobilisation encore plus conséquente s'est produite de 1998 à 2003 pendant la rébellion du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD), de nouveau avec le soutien du Rwanda et de pays voisins. Tandis que le RCD contrôlait les grandes villes ainsi que la plupart des villes moyennes, des groupes d'autodéfense, connus sous le nom de Maï-Maï, ont lancé une guérilla à travers les zones rurales. Si de nombreux combattants et commandants étaient originaires de zones rurales, les groupes Maï-Maï étaient soutenus par des opposants au RCD basés en zone urbaine.

Alors que se profilait un processus de paix pour mettre fin à la guerre à travers une série d'ententes de partage du pouvoir, certains politiciens urbains se sont transformés en représentants politiques des Maï-Maï et d'autres groupes armés. Ils espéraient ainsi tirer parti des opportunités, apparues sous le gouvernement de transition, de se « retrouver » dans le secteur politique ou administratif.¹¹ De nombreux représentants se sont toutefois avérés être de simples opportunistes, n'entretenant guère de liens avec les groupes armés qu'ils réclamaient représenter.¹²

Entretemps, le RCD avait recruté d'importants effectifs politiques et administratifs pour diriger les zones qu'il occupait, en s'appuyant sur les structures existantes. A l'instar de ses officiers militaires, les dirigeants politiques du RCD collaboraient étroitement avec les acteurs économiques. Profitant de la guerre, ces élites ont obtenu des parcelles et des biens immobiliers dans les grandes villes. Nombreux sont les exemples

à Goma et Bukavu de maisons et d'hôtels qu'elles ont fait construire. En raison de leur poids politique et économique, les élites politico-militaires ont aussi exercé une influence considérable sur la gouvernance urbaine.¹³

Tous ces développements ont conféré aux différentes mobilisations armées un fort élément urbain, même si une grande partie des combats continuaient de se dérouler essentiellement dans les zones rurales. D'autres transformations urbaines survenues pendant la guerre ont été dues au fait que de nombreuses personnes cherchaient à se réfugier dans des villes de plus ou moins grande taille, d'où des taux de croissance urbaine élevés. Cette tendance s'est poursuivie une fois la Deuxième guerre du Congo terminée en 2003, la violence dans de nombreuses zones rurales n'ayant jamais cessé.

Certains des combattants démobilisés après la guerre se sont installés en ville, tandis que d'autres sont partis chercher du travail dans les régions minières, ce qui a contribué à intensifier l'urbanisation de ces zones (par exemple à Rubaya et Nyabibwe, respectivement au Nord- et au Sud-Kivu).¹⁴ Ce phénomène d'urbanisation a également touché des zones à forte densité de population autour de camps qui accueillent des personnes déplacées internes et des réfugiés, notamment à Kitchanga au Nord-Kivu.¹⁵

Ces transformations ruralo-urbaines ont contribué à accélérer l'urbanisation des réseaux d'un grand nombre des groupes armés encore actifs à ce jour, malgré des divergences en termes de taille, de structure, d'objectifs, de motivations, de répertoires de mobilisation et de légitimation. Les liens qu'ils entretiennent avec les discours, les dynamiques et les élites urbains sont également différents.¹⁶

Mobilisation et soutien politiques

C'est notamment par le biais des partisans politiques et des « parrains politiques » que les réseaux de groupes armés se propagent jusque dans les villes.¹⁷ En effet, il est fréquent que des politiciens provinciaux et nationaux et des entrepreneurs soutiennent des groupes armés à la fois sur le plan matériel et de la rhétorique. Pour ce qui est du matériel, ils leur font parfois des dons financiers secrets ou se chargent de l'approvisionnement militaire.¹⁸ Quant à l'aspect rhétorique, il leur arrive d'affirmer publiquement que les groupes armés défendent des communautés particulières ou, d'une manière plus générale, la

souveraineté du pays, contribuant ainsi à les légitimer.¹⁹ Les politiciens et fonctionnaires influents peuvent aussi servir de couverture ou « parapluie politique » aux réseaux de groupes armés, en veillant à ce que leurs activités ne soient pas perturbées et que leurs membres ne soient pas appréhendés.

Un exemple révélateur de dirigeant d'un groupe armé doté d'un parapluie puissant est celui de Sheka Ntabo Ntaberi, le chef de Nduma Defense of Congo (NDC) : bien que visé par un mandat d'arrêt pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité depuis janvier 2011, il a réussi à se présenter aux élections législatives cette même année. Il est resté en liberté pendant encore six années, avant de se rendre – plutôt que de se faire arrêter – en juillet 2017.²⁰

Les raisons qui poussent certains politiciens, entrepreneurs et fonctionnaires à soutenir des groupes armés sont diverses. Il arrive que ces groupes exercent des pressions sur ces acteurs pour qu'ils les soutiennent et leur demandent de l'argent pour ne pas faire de mal à leur propre personne, à leur famille ou à leurs biens. Mais beaucoup accordent ce soutien de leur plein gré, l'une des raisons en étant qu'ils épousent la cause et l'idéologie de ces groupes. Une autre raison est que cela leur permet d'utiliser les groupes armés pour servir leurs propres intérêts. Il peut par exemple arriver que des groupes armés aident des entrepreneurs à sécuriser leurs opérations commerciales en zone rurale. En outre, quand eux ou leurs protégés des zones rurales, tels que les autorités locales, sont en conflit, le soutien que leur apportent les groupes armés peut contribuer à renforcer leur position.²¹

Le fait d'appuyer des groupes armés peut aussi permettre aux acteurs politiques de gagner un soutien populaire et des voix, surtout lorsque ces groupes sont perçus comme étant utiles ou nécessaires, par exemple s'ils défendent certaines communautés face à des rebelles étrangers.²² Il peut aussi arriver qu'ils se servent des groupes armés pour s'ingérer activement dans le processus électoral. Ainsi, lors des élections de 2018, un groupe dissident de l'Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain (APCLS) sous les ordres de Mapenzi, dont les troupes avaient occupé des bureaux de vote dans la région de Masisi, a obligé des citoyens à voter pour des candidats spécifiques.²³ Certains de ces candidats avaient joué un rôle clé en aidant Mapenzi à se séparer du mouvement principal de l'APCLS et à entamer une collaboration avec le NDC-Rénové dirigé par Guidon (groupe dissident du NDC dirigé par Sheka) quelques mois auparavant.²⁴ Qui plus est, lorsque les

membres de la commission électorale ont fait la tournée des zones rurales pour vérifier, refondre ou regrouper des districts électoraux, ils ont parfois été confrontés à une résistance armée.²⁵

D'une manière plus générale, les processus politico-administratifs provoquent souvent l'apparition d'intérêts convergents entre groupes armés et élites urbaines. Citons notamment le fait que récemment, Minembwe, au Sud-Kivu, a été élevée au statut de « commune rurale » (un statut administratif supérieur de celui qu'elle avait auparavant). La création de la commune contribue à alimenter des contestations déjà anciennes relatives à l'autorité locale et au territoire opposant les Banyamulenge à d'autres groupes, qui font valoir que la commune se trouve sur et ampute leurs terres ancestrales.²⁶ Conjointement avec l'activité de rebelles étrangers, la transformation administrative de Minembwe a provoqué une mobilisation armée accrue dans la région, encouragée par des acteurs politiques urbains qui soit s'opposaient à cette évolution, soit la défendaient.²⁷

Néanmoins, les relations des groupes armés avec les acteurs politiques ne sont pas toujours au beau fixe. A l'approche des élections de 2018, deux factions de la milice Nyatura au nord-est du Masisi s'en sont prises à un ancien gouverneur. Malgré des rumeurs anciennes selon lesquelles le gouverneur serait un des plus importants patrons de ces groupes, ces factions lui ont tendu une embuscade, ainsi qu'à d'autres candidats, pendant la campagne électorale de décembre 2018. La délégation a échappé de peu à l'assassinat. Des combattants de ces groupes ont justifié cette attaque en affirmant qu'ils soupçonnaient le gouverneur de collaborer avec le Rwanda.²⁸ Cela suggère que loin d'être de simples marionnettes des politiciens, les groupes armés jouissent souvent d'une très forte autonomie.

Si elle est parfois fragile, l'influence que les politiciens exercent sur les groupes armés leur permet généralement d'améliorer leur statut dans le contexte politique national. Cela montre au gouvernement qu'il a besoin d'eux pour pouvoir exercer un certain contrôle sur leurs circonscriptions. En outre, pour démontrer le pouvoir qu'ils ont sur les groupes armés, des acteurs politiques puissants encouragent parfois des groupes armés à se démobiliser, pour ensuite tirer parti de leur statut de « pacificateurs ».²⁹

L'autre catégorie de partisans urbains des groupes armés est celle des intellectuels qui font partie de leurs branches politiques, voire les dirigent. Ces ailes

politiques ont des caractéristiques différentes selon les groupes. En effet, certaines, peu structurées, se composent d'individus agissant ponctuellement en tant que représentants politiques, sans être régis par une organisation formelle, mais tout en maintenant des liens directs avec les chefs des groupes armés. C'est notamment le cas de certaines factions des Raia Mutomboki au Sud-Kivu. D'autres sont très structurées et strictement réglementées. Citons notamment les Maï-Maï Yakutumba, qui disposent d'une organisation politique très élaborée, le Parti pour l'action et la reconstruction du Congo (PARC), doté de statuts et d'un programme politique présentant son idéologie et sa vision quant à l'organisation politique, économique, sociale et administrative de la société.³⁰

En outre, les efforts de rassemblement et de lobby en zone urbaine pour le compte de groupes armés sont parfois menés par des étudiants et des « mutualités » ou associations d'entraide ethnique qui fournissent à leurs membres certaines formes d'assurance et de solidarité, mais qui ont également commencé à œuvrer en tant que groupes d'intérêt.³¹ Ces différents représentants politiques influent sur les exigences des groupes armés, comme le montrent des articles de presse et autres communiqués de plus en plus souvent diffusés par le biais des réseaux sociaux. Cette communication politique permet de se tenir au courant des activités sur le champ de bataille ou du commentaire politique sur les événements en cours tels que pendant des périodes électorales. Parmi des exemples récents, citons les communiqués de presse du Collectif de mouvements pour le changement (CMC), ainsi que ceux du NDC-Rénové (groupe dissident du NDC de Sheka).

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU
CONGO

Collectif de Mouvements pour le Changement/ Forces de
Défense du Peuple
CMC/FDP

Contacts: cmcrdcjules@gmail.com
Tel: 00243 813895699

Communiqué de presse num 08/CMC/FDP/CIP/2019

Bilan hebdomadaire des affrontements entre le CMC/FDP et la
coalition NDCR-FARDC-M23, FARDC-RDF.

Les affrontements se sont poursuivis entre les éléments du
CMC/FDP et les coalitions susmentionnées.
En date 09/05/2019, les affrontements rudes ont eu lieu dans le
territoire de Masisi, groupement OSSO BANYUNGU, village de
Shoa; village de Mukohwa dans le groupement de Bapfuna;
villages de Loashi, Ngesha, Muhondo dans le groupement de
BIIRI. Les éléments de la coalition NDCR-FARDC-M23 ont été

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
MOUVEMENT POLITICO-MILITAIRE
NDC RÉNOVÉ
BUREAU POLITIQUE
Contact : +243824792701
ndcr.rdc@gmail.com

COMMUNIQUE DE PRESSE N°06/NDCR/BP/2019

Après avoir annoncé mercredi 08 Mai soir sur les Médias nos
opérations des grandes envergures contre les FDLR et alliés dans
le Rutshuru ;
Voici déjà le Bilan de 48h00 d'Ops.
Les villages de MUMO et CHAALA dans la localité de KATWE en
groupement de BAHIRA où étaient concentrés les FDLR déjà
dans les mains de vaillants du NDC Rénové.
5 Armes AK47 et plusieurs autres effets Militaires récupérés côté
ennemi.
Du côté de MASISI, nous faisons face à la coalition FDLR-APCLS,

Deux communiqués de presse très différents sur les mêmes
affrontements diffusés par le CMC et le NDC-R en mai 2019³²

Evoquons également les campagnes sur Facebook et
YouTube de la Coalition nationale du peuple pour la
souveraineté du Congo (CNPSC), vraisemblablement
soutenues par des groupes de la diaspora,³³ les
déclarations faites par les Maï-Maï Kilalo sur l'illégalité
du maintien au pouvoir du président Kabila au-delà de
2016, ou la dénonciation par les Maï-Maï Kifuafua des
défections « illégales » de leur groupe.³⁴

Les groupes armés publient souvent des listes des
conditions qu'ils exigent pour déposer leurs armes.
Ces listes, ou « cahiers des charges », réclament
généralement des postes politiques ou militaires de
haut niveau, des projets de développement, mais
contiennent aussi des revendications politiques
éclectiques et souvent de nature identitaire. Ces
exigences démontrent combien les groupes armés
restent profondément ancrés dans le contexte rural,
malgré des influences urbaines manifestes.

Parmi les revendications souvent formulées par les
groupes opérant dans des zones isolées, tels que les
anciens Maï-Maï Kapopo à Mwenga et les Maï-Maï
Kifuafua et Kirikicho des plateaux reliant Walikale à
Kalehe, figurent l'amélioration du réseau routier, la
construction d'écoles et d'hôpitaux et la promotion
du développement des zones minières.³⁵ Les acteurs
politiques urbains continuent ainsi à vouloir améliorer
les zones rurales dont ils sont originaires.

Recrutement et démobilisation

Outre le soutien politique qu'ils confèrent, les
environnements urbains sont propices aux réseaux

de recrutement ciblant les jeunes urbaines et les anciens combattants. Pour attirer de nouvelles recrues, la plupart des groupes armés utilisent des discours reposant sur l'éthnicité ou l'indigénité. Il peut notamment s'agir de faire référence à la protection de leur communauté (même si les subalternes émanent souvent de différents groupes ethniques), ou d'attiser un ressentiment à l'égard d'une autre communauté (souvent qualifiée d'« étrangère »). Par conséquent, le recrutement cible souvent des jeunes provenant de groupes spécifiques qui tendent à être concentrés dans certains quartiers de villes plus ou moins grandes.³⁶ Cependant, des témoignages d'anciens combattants démontrent que la rhétorique du recrutement s'inspire aussi d'autres thèmes, notamment du changement politique, de la bonne gouvernance et des perspectives de mobilité sociale, illustrant ainsi des espoirs et des aspirations de nature universelle.³⁷

Les jeunes citoyens qui rejoignent les groupes armés sont issus de différentes catégories. L'une d'elles est celle des jeunes instruits, dont un grand nombre ont d'abord grandi en zone rurale. Lorsqu'ils retrouvent leur région d'origine en tant que combattants, ils ont de fortes chances d'obtenir un poste à responsabilité, comme l'illustre l'exemple du groupe Nyatura–John Love, dont l'équipe de commandement comptait récemment plusieurs diplômés des universités à Goma.³⁸

Ceux qui cherchent à fuir des problèmes d'ordre personnel représentent une autre catégorie de jeunes citoyens souhaitant rejoindre les groupes armés. Il se peut par exemple qu'ils aient contracté des dettes considérables, qu'ils soient recherchés par la police ou qu'ils aient une réputation de contrevenants récidivistes, auquel cas ils pourraient faire l'objet d'une justice populaire.³⁹

On ignore quel pourcentage de recrues est issu du milieu urbain, ce chiffre étant du reste probablement différent d'un groupe armé à un autre. Cependant, il semble majoritairement s'agir de jeunes provenant de zones rurales et de zones à urbanisation naissante, notamment de sites miniers et de villes secondaires en pleine expansion. La présence de ces jeunes renforce les liens ruralo-urbains au sein des réseaux militarisés.

Les relations ruralo-urbaines des groupes armés encouragent la mobilisation mais aussi la démobilisation. Il peut ainsi se produire que des parents, des membres de mutualités et des acteurs politiques vivant en zone urbaine encouragent les combattants à déposer leurs armes. De tels efforts peuvent donc

favoriser un mouvement dans l'autre sens, des zones rurales vers les zones urbaines.

Les combattants qui font défection ou se démobilisent, y compris les enfants-soldats, finissent souvent par arriver dans des villes ou autres agglomérations urbaines, notamment à proximité des zones minières. L'une des raisons en est l'inadéquation des programmes de démobilisation, qui abandonnent les anciens combattants dans des villes comme Goma et Bukavu sans le moindre soutien pour rejoindre leur zone d'origine.⁴⁰

L'autre raison qui explique pourquoi les anciens combattants gagnent les villes est la peur de faire l'objet des représailles de leurs anciens commandants, qui leur en veulent d'avoir fait défection. D'autres ont peur d'être stigmatisés ou de ne plus être acceptés dans leur zone d'origine, par exemple si le groupe armé dont ils faisaient partie a commis des atrocités et que les familles des victimes conservent un sentiment de vengeance.⁴¹

D'autres anciens combattants préfèrent tout simplement partir pour une grande ville car ils estiment qu'ils auront de meilleures chances de gagner leur vie. Ce choix découle aussi parfois de la mauvaise implémentation de la phase « Réintégration » des programmes DDR (Désarmement, Démobilisation et Réintégration), dont les fonds sont souvent détournés.⁴² Certains anciens combattants démobilisés au titre du troisième programme DDR national (PNDDR3) ont expliqué qu'ils avaient choisi de devenir coiffeurs, mais qu'on ne leur avait remis que des tondeuses cassées et d'autres outils hors d'usage. D'autres ont reçu des filets de pêche à larges mailles employés pour pêcher du tilapia, mais inadaptés à la pêche aux *sambaza*, des poissons bien plus petits que l'on trouve dans leurs milieux.⁴³

Du fait de ces difficultés, un grand nombre d'individus passés par le programme DDR, ainsi que ceux qui se sont auto-démobilisés – ce qui signifie qu'ils n'ont pris part à aucun programme DDR – préfèrent s'installer dans des milieux urbains, surtout s'ils y ont un réseau familial. Ils ne s'en retrouvent pas toujours totalement coupés des réseaux de groupes armés. En effet, les représentants et les partisans urbains des groupes armés savent généralement que d'autres membres de leur communauté et de leur région d'origine sont présents dans leur ville. En outre, les citoyens bénéficiant d'un soutien et d'une solidarité parmi leur famille élargie ou en tant que membres d'une mutualité, il est peu probable qu'ils restent anonymes très longtemps.

Répertoires de la violence

Si beaucoup de démobilisés trouvent de nouveaux moyens de gagner leur vie dans l'économie urbaine non violente, certains, dont les anciens enfants-soldats, recourent à la criminalité.⁴⁴ Les activités violentes des groupes armés ne se limitent pas aux affrontements avec l'armée ou d'autres forces armées. En effet, ces groupes se livrent à un large éventail d'activités rémunératrices telles que les embuscades, les attaques d'habitations et de commerces, les vols qualifiés et les enlèvements. Par conséquent, lorsque d'anciens combattants viennent s'installer en ville et rejoignent la main-d'œuvre violente urbaine, certaines pratiques armées sont véhiculées. Il en va de même pour ceux qui s'adonnent à la criminalité urbaine et rejoignent des groupes armés dans des zones rurales. La diffusion de telles pratiques pourrait expliquer en partie les ressemblances de plus en plus nombreuses entre les schémas urbains et ruraux de la violence.⁴⁵

Prenons par exemple les enlèvements contre rançon. Cette pratique, d'abord apparue dans le groupement de Binza en territoire de Rutshuru en 2010,⁴⁶ s'est étendue à l'ensemble du Rutshuru lorsqu'un ex-chef Nyatura du nom de Biriko Manoti a instauré des réseaux plus sophistiqués.⁴⁷ Elle est également apparue dans d'autres zones rurales, telles que la plaine de la Ruzizi autour de l'année 2014, menée par le chef d'un groupe armé, Bede Rusagara.⁴⁸ Autour de l'année 2015, des enlèvements ont également commencé à être perpétrés à Goma, où, depuis, cette pratique est établie, les enfants en étant de plus en plus la cible.⁴⁹

Activités économiques

Les réseaux de groupes armés qui surpassent le clivage rural/urbain revêtent aussi certaines dimensions économiques. Par exemple, les groupes armés contrôlent la production de certaines marchandises, dont la chaîne d'approvisionnement s'étend jusqu'en zone urbaine ; le *makala* (charbon de bois) produit dans le parc national des Virunga et le cannabis en sont des exemples notoires. Dans certains cas, ils en contrôlent non seulement la production mais aussi d'autres étapes de la chaîne, et recourent à la violence pour conserver ce contrôle. Ce comportement les relie étroitement au contexte urbain. Par exemple, certaines parties du commerce de *makala* à Goma sont contrôlées par le groupe rebelle des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR). Cette raison est invoquée pour expliquer la violence perpétrée à l'encontre de ceux qui

travaillent avec leur argent mais qui restent endettés ou ne respectent pas les modalités de l'accord.⁵⁰

Une autre manière par laquelle les activités économiques militarisées établissent un lien entre les zones rurales et urbaines est le fait que l'argent gagné par les commandants des groupes armés et les entrepreneurs alliés est souvent investi en ville – principalement dans l'immobilier. Comme l'ont démontré des rapports du Groupe d'experts de l'ONU, de nombreux entrepreneurs se sont enrichis en faisant des affaires avec les groupes armés.⁵¹ Une enquête récente montre que deux de ces entrepreneurs – qui ont acheté de l'or aux FDLR au Sud-Kivu – ont bâti de nombreuses maisons à Bukavu. Celles-ci sont louées au personnel de l'ONU et d'organisations non gouvernementales internationales, qui versent généralement un loyer mensuel de plusieurs milliers de dollars.⁵² De même, des commandants de l'armée congolaise, qui se font souvent de l'argent en collaborant avec les groupes armés (par exemple dans le cadre du commerce de *makala*), ont construit ou acheté plusieurs maisons à Goma qui sont souvent louées à des travailleurs humanitaires et au personnel de l'ONU.⁵³

L'argent gagné par le biais d'activités violentes en zone rurale intègre également l'économie urbaine car il sert à acheter des fournitures pour les groupes armés. Ceux-ci ont besoin d'armes, de munitions, d'uniformes, de bottes et de moyens de communication pour conserver leur capacité opérationnelle. Des armes et des munitions sont souvent vendues depuis les dépôts d'armes basés dans les villes, tel qu'à Bukavu.⁵⁴ Certains groupes, comme les Forces républicaines du Burundi (FOREBU), achètent aussi de la nourriture en ville, en l'occurrence à Uvira, en plus des zones rurales.⁵⁵

Les commerçants urbains jouent un rôle clé dans la gestion des chaînes d'approvisionnement opaques qui permettent d'acheminer des marchandises depuis la ville jusqu'à la forêt. Si certains n'ont aucune attache politique particulière, d'autres sont des élites urbaines qui soutiennent la lutte armée dans leur région d'origine. Un individu basé à Goma qui fournit des radios à un groupe armé a expliqué qu'il était plus sûr de faire des affaires avec des gens originaires du même endroit que soi, la complexité des opérations d'approvisionnement et les risques exigeant une confiance extrême.⁵⁶

Considérations politiques

Différents éléments rapprochent les environnements ruraux et urbains dans le cadre de l'actuelle mobilisation armée dans l'est du Congo. Il importe ainsi d'analyser la question des groupes armés en tant que phénomène interconnecté qui s'étend sur différentes échelles géographiques, secteurs économiques et contextes sociaux. Un grand nombre d'acteurs impliqués dans ces réseaux ne sont pas des combattants de brousse en treillis, mais des politiciens et entrepreneurs qui portent la cravate et vivent en ville, ou des « rebelles en cravate ».⁵⁷

Cela fait longtemps que les diplomates et les transformateurs de conflits (« peace-builders ») négligent l'aspect « réseau » de la mobilisation armée. Ils condamnent la brutalité des rebelles dans les forêts tout en collaborant avec ces rebelles en cravate – que ce soit en louant leurs biens immobiliers, en les faisant participer à des initiatives de stabilisation ou en traitant avec eux pour obtenir le droit d'opérer. L'une des principales raisons pour lesquelles ils continuent d'interagir avec eux est que les preuves concrètes du rôle de ces individus dans les réseaux de groupes armés font souvent défaut. Par exemple, il existe peu d'informations consolidées sur les investissements immobiliers basés sur des revenus provenant de l'activité des groupes armés, alors que, quand on se promène dans les rues de Goma ou de Bukavu, les habitants sont souvent en mesure de vous montrer précisément les maisons en question.

Ce manque de preuves souligne la nécessité de mieux enquêter sur les réseaux de groupes armés et de mieux les documenter. Si le Groupe d'experts de l'ONU étudie ces questions, ses ressources humaines et financières sont limitées et ses déplacements sont gravement limités, ce qui entrave son travail. Surtout, un grand nombre d'organisations et de chercheurs congolais disposent de connaissances clés sur les réseaux de groupes armés ; malheureusement, il n'existe guère de fonds pour appuyer leurs travaux. Il serait donc utile d'instaurer un Groupe d'experts mixte – congolais et internationaux – doté d'un budget garanti pour pouvoir combler le manque de connaissances sur les réseaux de groupes armés au sens large.

L'autre thématique qu'il convient d'aborder est celle des « rebelles en cravate ». Faut-il leur imposer des sanctions internationales ? Les poursuivre en justice ? Les montrer du doigt ? Ou les faire participer à un dialogue constructif ? Plusieurs de ces options présentent des inconvénients, et le fait de marginaliser certains individus risque de les inciter à renforcer leurs liens avec les réseaux de groupes armés pour en dégager des revenus et de l'influence. En outre, les solutions adaptées diffèrent d'un cas de figure à un autre.

Quelle que soit la démarche retenue, il est primordial de se pencher sur les composants civils et urbains des réseaux de groupes armés. La violence dans l'est du Congo persiste depuis plus de deux décennies, sans sembler s'atténuer. Il est donc temps d'employer une stratégie plus globale en matière d'analyse afin d'œuvrer vers une réduction de la mobilisation armée.

Notes

- 1 Citons notamment des attaques récentes à Butembo, dans le contexte de l'épidémie du virus Ebola ; le massacre perpétré dans le quartier de Rwangoma, à Beni, en août 2016 ; et l'attaque lancée à Uvira par une coalition de groupes Mai-Mai fin 2017.
- 2 Bosco Muchukiwa, *Territoires ethniques et territoires étatiques : Pouvoirs locaux et conflits interethniques au Sud Kivu (R.D. Congo)*, Paris : L'Harmattan, 2006 ; Stanislas Mararo Bucyalimwe, « Land, power and ethnic conflict in Masisi (Congo-Kinshasa), 1940s–1994 », *International Journal of African Historical Studies* 30/3 (1997) : 503–538.
- 3 Jean-Luc Vellut, « Résistances et espaces de liberté dans l'histoire coloniale du Zaïre : Avant la marche à l'Indépendance (ca. 1876–1945) », dans *Rébellions-Révolution au Zaïre (1963–1965) : Tome 2*, éd. Catherine Coquery-Vidrovitch, Alain Forest et Herbert Weiss, Paris : L'Harmattan, 1987.
- 4 Nicole Eggers, « Mukombozi and the *Monganga*: the violence of healing in the 1944 Kitawalist uprising », *Africa* 85/3 (2015) : 417–436.
- 5 Benoît Verhaegen, *Rébellions au Congo : Tome 1*, Bruxelles et Léopoldville : CRISP, IRES et INEP, 1966.
- 6 Benoît Verhaegen, *Rébellions au Congo : Tome 2*, Bruxelles et Léopoldville : CRISP, IRES et INEP, 1966.
- 7 Benoît Verhaegen, « Conditions politiques et participation sociale à la rébellion dans l'est du Zaïre », dans *Les rébellions dans l'est du Zaïre (1964–1967)*, éd. Herbert Weiss et Benoît Verhaegen : CEDAF/ASDOC, 1986.
- 8 Catherine Newbury, « Survival strategies in rural Zaire: Realities of coping with crisis », dans *The Crisis in Zaire: Myths and Realities*, éd. Georges Nzongola-Ntalaja, Africa World Press : Trenton, NJ, 1986.
- 9 Paul Mathieu et Mafikiri Tsongo, « Enjeux fonciers, déplacement de population et escalades conflictuelles (1930–1995) », dans *Conflits et guerres au Kivu et dans la région des Grands Lacs. Entre tensions locales et escalade régionale*, éd. Paul Mathieu et Jean-Claude Willame, Tervuren et Paris : Institut Africain-CEDAF et L'Harmattan, 1999.
- 10 Koen Vlassenroot et Frank van Acker, « War as exit from exclusion? The formation of Mai-Mai militias in eastern Congo », *Afrika Focus* 17/1–2 (2001) : 51–77.
- 11 Judith Verweijen, « Inclusion amid fragmentation: Mai-Mai proliferation in the DRC », dans *Navigating Inclusion in Peace Processes*, Conciliation Resources, 2019.
- 12 Christoph Vogel et Josaphat Musamba, « Recyclage de rebelles ? La démobilisation au Congo », Document d'information PSRP 11, Londres : Rift Valley Institute, mars 2016.
- 13 Elles ont aussi bâti des maisons à Gisenyi, ville transfrontalière jumelle de Goma au Rwanda, dont l'un des quartiers porte le nom de *Quartier RCD*. Karen Büscher, « Conflict, State Failure and Urban Transformation in the Eastern Congolese Periphery: The Case of Goma », thèse de Doctorat, université de Gand, Gand, 2011.
- 14 Karen Büscher, « Urbanisation and the political geographies of violent struggle for power and control: mining boomtowns in eastern Congo », *International Development Policy Review* 10/10 (2018) : 302–324.
- 15 Gillian Mathys et Karen Büscher, « Urbanizing Kitchanga: spatial trajectories of the politics of refuge in North Kivu, eastern Congo », *Journal of Eastern African Studies* 12/2(2018) : 232–253.
- 16 Christoph Vogel et Jason Stearns, « Kivu's intractable security conundrum, revisited », *African Affairs* 117/469 (2018) : 695–707.
- 17 Judith Verweijen, *Une instabilité stable: Ententes politiques et groupes armés au Congo*, Londres : Rift Valley Institute, 2016.
- 18 S'il est difficile de réunir des éléments de preuve, des rapports du Groupe d'experts de l'ONU sur la RDC présentent différents exemples de soutien apporté par des élites politiques urbaines, notamment les documents ONU S/2012/843, paragraphes 65–66, S/2012/348, paragraphes 55–58, S/2009/603, paragraphes 26–28 et S/2008/773, paragraphes 48–56 et 78–101.
- 19 Pour prendre connaissance d'un cas récent flagrant, voir le document ONU S/2016/466, paragraphe 218 et annexe 59.
- 20 Pour de plus amples renseignements sur la réaction de Sheka à son mandat d'arrêt pendant sa campagne électorale, voir l'information d'Al Jazeera du 25 novembre 2011 : <https://www.youtube.com/watch?v=TvdB-EIVWko>.
- 21 Verweijen, *Une instabilité stable*.
- 22 Judith Verweijen, « From autochthony to violence? Discursive and coercive social practices of the Mai-Mai in Fizi, eastern DR Congo », *African Studies Review* 58/2 (2015) : 157–180.
- 23 « Elections en RDC, des cas de votes forcés rapportés par des témoins », *Radio France Internationale*, 31 décembre 2018. Consulté le 19 juillet 2019, <http://www.rfi.fr/afrique/20181231-rdc-vote-force-election-nord-kivu>.
- 24 Entretiens réalisés dans le cadre du Projet Usalama, Goma, 21 et 23 juin 2019.
- 25 Observations des auteurs lors de travaux de terrain au Sud-Kivu en 2015.
- 26 Judith Verweijen et Koen Vlassenroot, « Armed mobilisation and the nexus of territory, identity, and authority: the Banyamulenge's contested territorial aspirations in eastern DR Congo », *Journal of Contemporary African Studies* 33/2 (2015) : 191–212.
- 27 Enoch Balongelwa, « Minembwe-Fizi : la commune rurale de Minembwe sous haute sécurité, où en sont d'autres ? », *Fizimedia*, 26 mars 2019. Consulté le 19 juillet 2019, <http://fizimedia.com/2019/03/minembwe-fizi-la-commune-rurale-de-minembwe-sous-haute-securite-ou-en-sont-dautres/>.
- 28 Entretiens réalisés dans le cadre du Projet Usalama, Goma, 14 mai 2019 et 21 juin 2019, et Sake, 22 juin 2019.
- 29 Ces « pacificateurs » sont connus au Congo sous le nom de « pompiers pyromanes ». Voir Judith Verweijen, « *Pompier-pyromanocracy*: Mbusa Nyamwisi and the DR Congo's inflammable post-settlement political order », dans *Warlord Democrats in Africa: Ex-Military Leaders and Electoral Politics*, éd. Anders Thémner, Londres : Zed Books, 2017. Un exemple frappant est celui d'un ancien gouverneur provincial. Voir les entretiens réalisés dans le cadre du Projet Usalama, Mutarule, 14 avril 2014, Luvungi, 13–14 mai 2015, Bukavu, 8 juillet 2015, et Uvira, 11 juillet 2015.
- 30 Voir Parti pour l'autodéfense et la reconstruction du Congo, « *Projet de la société* », novembre 2007, document non publié, dans les archives des auteurs (à noter qu'« autodéfense » a par la suite été remplacé par « action »).
- 31 Les observations de Gobbers concernant les mutualités s'appliquent également dans une large mesure au Kivu. Erik Gobbers, « Ethnic associations in Katanga province, the Democratic Republic of Congo: multi-tier system, shifting identities and the relativity of autochthony », *The Journal of Modern African Studies* 54/2 (2016) : 211–236.
- 32 Copies d'écran des auteurs, versions intégrales des documents dans les archives des auteurs.

33 Voir par exemple https://www.facebook.com/CNPSCongo/posts/1241803942629709?_tn_ =K-R et https://www.youtube.com/watch?v=k_wSjXLYJ5o.

34 Communications non publiées, dans les archives des auteurs.

35 Citons notamment « Cahier des charges du groupe armé Kirikicho/MPPC, avril 2013 » ; Kapopo Alunda, « Cahier des charges : Présenté au gouvernement de la RD Congo, 2011 », dans les archives des auteurs.

36 Rebecca Bora Shirubute, « Enfants sortis des groupes armés et insécurité à Goma », blog Usalama, Rift Valley Institute, 20 juillet 2019. Consulté le 30 juillet 2019, <http://riftvalley.net/news/enfants-sortis-des-groupes-armes-et-insecurite-a-goma> ; Maarten Hendriks et Karen Büscher, *L'Insécurité à Goma : Expériences, acteurs et réponses*, Londres : Rift Valley Institute, 2019.

37 Les auteurs ont mené des dizaines d'entretiens avec des anciens combattants entre 2008 et 2019.

38 Entretien réalisé dans le cadre du Projet Usalama, Sake, 22 juin 2019.

39 Entretien réalisé dans le cadre du Projet Usalama, Goma, 18 mars 2019.

40 Guy Lamb et al., « Rumours of Peace, Whispers of War: Assessment of the Reintegration of Ex-combatants into Civilian Life in North Kivu, South Kivu and Ituri, Democratic Republic of Congo », Transitional Demobilization and Reintegration Program, Washington, DC : Groupe de la Banque mondiale, 2012.

41 Entretien réalisé dans le cadre du Projet Usalama, Sake, 22 juin 2019 ; Joanne Richards, « Demobilization in the DRC: Armed groups and the role of organizational control », Small Arms Survey, Armed actors issue brief 1, avril 2013. Voir également Koen Vlassenroot, Emery Mudinga et Josaphat Musamba, « The in-between of being a civilian and combatant – circular return in eastern DR Congo », 5 juin 2018, blog LSE Africa. Consulté le 20 août 2019, <https://blogs.lse.ac.uk/africaatlse/2018/06/05/the-in-between-of-being-a-civilian-and-combatant-circular-return-in-eastern-dr-congo-lsereturn/>.

42 Vogel et Musamba, « Recyclage de rebelles ».

43 Entretiens réalisés dans le cadre du Projet Usalama, Swima, 25 février 2017, Uvira, 28 février 2017, et Goma, 22 février 2017.

44 Rebecca Bora Shirubute, « Enfants sortis des groupes armés » ; Hendriks et Büscher, *L'Insécurité à Goma*.

45 Judith Verweijen, *Villes Violentes, Société Violente: Analyser la violence urbaine dans l'est du Congo*, Londres : Rift Valley Institute, 2019.

46 Evariste Mahamba, « Dans la terreur des enlèvements au Rutshuru », *Inter Press News Service*, 5 mai 2010. Consulté le 19 juillet 2019, <http://ipsnews.net/francais/2010/05/05/rd-congo-dans-la-terreur-des-enlevements-au-rutshuru/>.

47 Entretien réalisé dans le cadre du Projet Usalama, Goma, 23 juin 2019 ; documents non publiés, dans les archives des auteurs ; ONU S/2016/466, annexe 43.

48 Entretiens réalisés dans le cadre du Projet Usalama, Sange, 16 février 2017, et Luvungi, 20 février 2017.

49 Passy Mubalama, « Kidnapping à Goma : Les enfants, une nouvelle cible des ravisseurs », blog Usalama, Rift Valley Institute, 29 avril 2019. Consulté le 19 juillet 2019, <http://riftvalley.net/news/kidnapping-a-goma> ; documents non publiés, dans les archives des auteurs.

50 Hendriks et Büscher, *L'Insécurité à Goma*.

51 Voir en particulier le document ONU S/2012/843, paragraphe 187.

52 Sonia Rolley, « Enquête RFI : les maisons compromettantes de l'ONU et des ONG en RDC », *Radio France Internationale*, 10 février 2016. Consulté le 19 juillet 2019, <http://www.rfi.fr/afrique/20160210-enquete-rdc-congo-or-onu-maisons-compromettant-ong-uganda-namuhanda-kivu>.

53 Colette Braeckman, « Le cycle de la guerre n'est pas rompu au Nord Kivu », *Le Soir : Le carnet de Colette Braeckman*, 22 janvier 2010. Consulté le 19 juillet 2019, <http://blog.lesoir.be/colette-braeckman/2010/01/22/le-cycle-de-la-guerre-n-est-pas-rompu-au-nord-kivu/>.

54 Document ONU S/2009/603, paragraphes 23-29.

55 Entretiens réalisés dans le cadre du Projet Usalama, Kabumbe, 26 février 2017, et Uvira, 27 février 2017 ; voir également document ONU S/2017/672, Rev1.

56 Entretien réalisé dans le cadre du Projet Usalama, Goma, 23 juin 2019.

57 Judith Verweijen, « Rebels in suits: tackling civilian support networks of armed groups in the eastern DR Congo », *Suluhu*, 31 octobre 2013. Consulté le 19 juillet 2019, <https://suluhu.org/2013/10/31/amani-itakuya-rebels-in-suits-tackling-civilian-support-networks-of-armed-groups-in-the-eastern-dr-congo/>.



Remerciements

La version anglaise de ce briefing a été révisée par Magnus Taylor et Connor Clerke. La traduction française a été faite par Catherine Dauvergne-Newman (*horizons*). Image de couverture © Christoph Vogel. Ce document peut être téléchargé gratuitement depuis le site www.riftvalley.net.

Ce briefing a été rendu possible grâce au généreux soutien du peuple américain par l'United States Agency for International Development (USAID). Les contenus relèvent de la responsabilité des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'USAID, du gouvernement des États-Unis ou du Rift Valley Institute. Le Rift Valley Institute œuvre en Afrique centrale et orientale afin de mettre le savoir local au service du développement social, politique et économique.

Copyright © Rift Valley Institute 2019. Ces travaux sont publiés au titre de la licence Creative Commons Attribution-Noncommercial-No Derivative (CC BY-NC-ND 4.0).

